

Le cadre juridique de la sécurité privée

Public visé et Pré requis de la formation : Aucun Conditions d'accès : Etre majeur

Durée : 2 jours

Heures : 16 h

Nombre maximum de places par session : 12

Délai d'accès à la formation : 15 jours avant le début de la formation

Prix : 360 € / pers.

Taux de satisfaction : 90%

Accessibilité aux personnes à mobilité réduite : Formation et locaux accessibles aux personnes en situations de handicap. Afin de pouvoir vous accueillir dans les meilleures conditions, un contact avec notre centre de formation est impératif

Actions de formation

OBJECTIFS

Permettre aux participants de maîtriser le cadre juridique qui régit les activités de la sécurité privée. L'apprenant sera capable de comprendre et appliquer les dispositions légales encadrant son métier, connaître ses droits et devoirs, et respecter les réglementations spécifiques à la sécurité privée

DÉOUCHÉS

Sans objet

ÉQUIVALENCES

Sans objet

SPÉCIALITÉ

Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance

VALIDATION

Attestation de fin de formation

MOYENS PÉDAGOGIQUES ET TECHNIQUES

Supports théoriques : présentations, support visuel. Cas pratiques : mises en situation, jeux de rôles. Évaluations : QCM, tests pratiques. Supports numériques : Vidéos pédagogiques montrant des situations de sécurité, des démonstrations de gestes techniques ou l'utilisation correcte d'équipements. Plateformes en ligne pour les révisions à distance et les tests d'évaluation des acquis. Supports ludiques : jeux de société adapté, serious game

QUALIFICATION DE L'INTERVENANT

Professionnels expérimentés du secteur de la sécurité et du droit pour partager des retours d'expérience concrets. Encadrement individuel : chaque stagiaire peut bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour progresser à son rythme

ÉVALUATION

QCM, tests de connaissance à la fin de chaque module théorique. Évaluations pratiques des compétences sur le terrain avec des grilles d'observation précises si le scénario le prévoit

Contenu pédagogique

- Cadre réglementaire

Code de la sécurité intérieure Les services publics L'autorité judiciaire L'autorité administrative

- Les différents décrets et lois

Droits et obligations du métier de la sécurité privée Carte professionnel LOPPSI2

- La légitime défense

Les conditions Le cas des biens La présomption de légitime défense L'état de nécessité

- Les codes

Déontologie Jurisprudence Le flagrant délit